

Législatives 2018

Alain-Claude Bilie-By-Nze : « Le gouvernement s'active à tenir les délais »

J.O.  
Libreville/Gabon

**Le ministre d'Etat, en charge de la Communication, porte-parole du gouvernement, a assuré, hier, au cours d'une conférence de presse restreinte, que le gouvernement s'emploie à réunir toutes les conditions pour la réussite du scrutin législatif dont l'organisation est prévue, selon la Cour constitutionnelle, au plus tard le 28 avril prochain. La situation de la Société d'énergie et d'eau du Gabon (SEEG) et le paiement de la dette intérieure de l'Etat sont les autres sujets abordés par le membre du gouvernement.**

«LE gouvernement s'emploie à réunir toutes les conditions d'organisation des élections législatives aux dates prévues». Ainsi,

s'est exprimé le porte-parole du gouvernement, Alain-Claude Bilie-By-Nze, lors de la conférence de presse restreinte organisée, hier, à son cabinet ministériel. Pour lui, après l'adoption par le Parlement du projet de réforme de la Constitution et l'adoption en Conseil des ministres de certains textes relatifs à l'élection des députés et au découpage électoral, l'équipe gouvernementale prépare les élections législatives pour qu'elles se tiennent conformément à la décision de la Cour constitutionnelle. C'est-à-dire le 28 avril prochain au plus tard. Et le ministre d'Etat de préciser : «les travaux préparatoires prennent en compte le nouveau découpage du fait du passage du nombre de députés de 120 à 143. De même qu'ils concer-

nent la mise en place du Centre gabonais des élections (CGE) ainsi que la révision de la liste électorale dans les prochains jours.» Il a annoncé que le ministre de l'Intérieur, par voie de presse, donnera les éléments devant concourir à la tenue des «élections législatives dans les délais que nous venons de rappeler». Abordant l'actualité du moment ayant trait à la SEEG, le membre du gouvernement est formel : la résiliation du contrat de Veolia dans la gestion de la SEEG est d'abord du fait de la dégradation du service constaté par tous au fil des années. «Rien n'indiquait par ailleurs de la part du partenaire, une volonté d'accroître et d'améliorer la qualité des services et les investissements», a-t-il martelé. Tout comme, il a constaté :



Photo : Bunny Claude/ L'Union

Le ministre de la Communication, porte-parole du gouvernement, Alain-Claude Bilie-By Nze, lors d'une précédente occasion.

à l'être. Cette mesure ne signifie pas que les agents vont être licenciés du seul fait de la réquisition», a-t-il insisté. Tout en rappelant que la présence des policiers non armés ne visait qu'à assurer la sécurité de l'huissier de justice chargé de notifier la décision de l'Etat et de protéger le siège social de l'entreprise contre tout débordement spontané ou programmé. «Cette réquisition n'est en aucun cas, une action contre la libre entreprise, encore moins une action contre la présence sur le marché gabonais, d'un certain nombre d'opérateurs et d'acteurs économiques», a-t-il dit, pour clore le sujet. Le Haut conseil de l'investissement et le paiement de la dette intérieure de l'Etat ont été les autres préoccupations soulevées lors de cet échange avec la presse.

«avoir à Libreville de l'eau, n'est pas une sinécure, des quartiers entiers sont en manque depuis 1 mois, 6 mois, 1 an voire plus. A l'intérieur du pays les délestages, le manque d'éclairage est récurrent.» Et selon l'orateur, cette réquisition «n'est pas une spoliation, ni non plus une

nationalisation». A l'en croire, cette mesure vise à reprendre la main sur la situation réelle de l'entreprise, sur l'état des équipements, des réseaux, du fichier clientèle, du recouvrement et de la projection des investissements. «Le travail à la SEEG n'a pas été interrompu et il n'a pas

PDG/Rencontre Rose Christiane Ossouka Raponda-Cadres du 1er siège du 3e arrondissement de Libreville  
Renforcer la discipline du parti et maintenir les liens étroits avec la base

Frédéric Serge LONG  
Libreville/Gabon

**Pour la membre du Comité permanent du Bureau politique du Parti démocratique gabonais (PDG), il est plus que nécessaire, à la veille des consultations électorales qui pointent à l'horizon, de resserrer les rangs et de se mobiliser derrière le président Ali Bongo Ondimba.**

SAMEDI dernier était jour de réunion au 3e arrondissement de la commune de Libreville. Rose Christiane Ossouka Raponda, membre du Comité permanent du Bureau politique du Parti démocratique gabonais (PDG), et par ailleurs maire de la capitale, y tenait une séance de travail avec les cadres du 1er siège, les membres du Conseil national, les secrétaires fédéraux, leurs bureaux ainsi que les secrétaires de section. A l'ordre du jour, la restitution des notes d'études N° 0001 et N° 0002 du 15 janvier 2018, dont les thématiques portaient sur le renforcement de la discipline politique du parti, le maintien des liens étroits avec la base, et l'examen de l'état actuel du PDG dans chaque circonscription politique. Réalisées par les secrétaires fédéraux et les membres du Conseil national, ces notes d'études ont trouvé un écho favorable auprès de la base qui s'en est appropriée. Aussi, la membre du Comité permanent du Bureau politique a-t-elle profité pour prodiguer des



Photo : D.R

La membre du comité permanent du bureau politique entourée de Calixte Nsie Edang, Eloi Nzondo, Flore Mistoul, et Jocelyne Makita.



Photo : D.R

Une vue des secrétaires fédéraux.



Photo : D.R

Les pédégistes invités à resserrer les rangs et à rester mobilisés derrière le président du parti.

conseils aux militants dans le sens de la réconciliation avec les cœurs et le parti, de l'unité, la cohésion, l'harmonie et surtout du maintien au sein des rangs du PDG. Rose Christiane

Ossouka Raponda a insisté sur l'importance de préserver l'unité nationale, le vivre-ensemble et les liens de fraternité. Et de barrer la voie à l'adversité, la distraction et à l'empathie.

Ces moments de conseils ont été précédés par la restitution des notes d'études des fédérations 1, 2 et 7 faites par leurs secrétaires, notamment Alain Brice Boutoto, Sylvie Kotha

épouse Nzamba, et Eva Gefrey Moukela Boundene. "Il est plus que nécessaire, à la veille des consultations électorales qui pointent à l'horizon, de resserrer les rangs et de se mobiliser der-

rière le Distingué camarade président du Parti démocratique gabonais, Ali Bongo Ondimba", a déclaré Rose Christiane Ossouka Raponda au terme de ladite rencontre.



CNAMGS

REPUBLIQUE GABONAISE  
Union-Travail-Justice

COMMUNIQUÉ AUX PARTENAIRES

En vue de bancariser le paiement des prestations de santé et de services, le Directeur Général de la Caisse Nationale d'Assurance Maladie et de Garantie Sociale (CNAMGS) invite l'ensemble de ses partenaires de bien vouloir tenir à la disposition de la Caisse, le Relevé d'Identité Bancaire (RIB) comportant l'entête de la banque domiciliaire, au plus tard le 28 février 2018, par courriel à [agencecomptable@cnamgs.ga](mailto:agencecomptable@cnamgs.ga) ou aux endroits ci-après :

- Agence Comptable, situé au 2<sup>ème</sup> étage du siège social;
- délégations provinciales.

Fait à Libreville, le 16 février 2018

Le Directeur Général

**Renaud ALLOGHO AKOUE**



Echangez avec nous sur facebook/cnamgs



La solidarité a un sens

